

## Tribune « Groupe Camps Colos » - 25 avril 2017

Le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports a lancé dans le courant du mois de mars une troisième campagne de communication pour « relancer » les colonies de vacances. Que peut-on attendre d'une telle campagne ? Objectivement rien. Les colonies de vacances ne seront ni plus fréquentées, ni mieux appréciées, ni même revalorisées à l'issue d'une telle démarche. Nous allons reprendre l'histoire récente et les actions du ministère pour comprendre pourquoi il nous est possible d'affirmer cela sans être devin ni même voyant.

Nous souhaitons indiquer que chaque signataire de cette tribune s'est engagé dans les actions décrites ci-après : membre du « *groupe colo* », évaluateur ou organisateur de colonie retenue dans l'appel d'offre. Nous affirmons aussi que pour nous les colonies de vacances sont un outil riche permettant de construire du commun riche des différences, de former les citoyens et qu'elles ne sont pas un produit. Cette tribune fait suite à nos travaux de groupes et réflexion menés depuis plusieurs mois.

L'histoire commence en 2013, Mme Fourneyron est alors Ministre de la Jeunesse et des Sports. Elle ouvre un grand chantier visant à faire évoluer le secteur des colonies de vacances à but non lucratif : c'est le [projet d'expérimentation "colos nouvelle génération"](#). Valérie Fourneyron souhaite mettre en place un label permettant de faire [la distinction entre ceux qui font de la mixité sociale et ceux qui n'en font pas](#). Elle constitue un groupe de travail nommé « *groupe colo* » avec les acteurs du champ (comme c'est la tradition dans ce ministère : la co-gestion s'organise avec les fédérations d'éducation populaire) ; sont présents : les fédérations d'éducation populaire, la JPA, l'UNAT, les scouts et quelques associations.

Le groupe travaille, le gouvernement doit prendre des arbitrages, Mme Fourneyron quitte le Ministère de la Jeunesse et des sports pour être nommée Secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat et de l'Economie solidaire. Mme Vallaud-Belkacem est nommée Ministre Des Droits des Femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, rien ne se concrétise davantage.

L'idée du label reste tout de même dans les cartons, Mme Vallaud-Belkacem, indique lors [d'une question au Sénat](#) que celui-ci verra le jour à la rentrée 2014, sous-couvert d'une charte. Il ne se passera rien. En fait, il n'y a aucun budget pour entreprendre quoi que ce soit. Les attentats de janvier 2015 vont changer la donne...

Le Premier Ministre met en place le Comité Interministériel à l'Égalité et à la Citoyenneté (CIEC) en mars 2015. Le ministre a changé (c'est le troisième en 2 ans) et l'administration choisit de remanier le travail du « *groupe colo* » pour qu'il puisse rentrer dans le cadre des actions du CIEC. De l'argent est débloqué, la mixité sociale est depuis le début de la réflexion un objectif : le dispositif #GenerationCampColo est né.

Il s'agit d'un appel à projet permettant aux organisateurs agréés Jeunesse et Éducation Populaire de candidater afin de pouvoir toucher quelques milliers d'euros pour leurs projets innovants, répondant à des critères (par ex. : absence de prestataires, circuits courts, pratiques innovantes) et centrés sur la mixité. Une évaluation est prévue via un appel d'offre lancé quelques temps auparavant. Tout ceci paraît fin juin 2015 dans un petit réseau d'initiés pour des séjours se déroulant à l'été 2015. L'évaluateur est désigné en juillet alors que certaines colonies sont déjà terminées et que les critères qui ont permis de retenir certains séjours apparaissent flous.

Le résultat de l'évaluation du dispositif est rejeté par l'administration ([avec refus de payer](#), une procédure au tribunal administratif est en cours). Motif : elle ne répond pas aux obligations du cahier des charges, en fait le conflit est politique et porte sur la question de la mixité. Nous montrons que le marché (par la segmentation) et les politiques publiques (par le ciblage de populations) [séparent les publics](#). Ce qui veut dire que pour construire de la mixité, il est nécessaire de revoir et repenser la manière de construire, de faire, d'organiser et de vendre les colos : permettre à des publics de se rencontrer ne s'improvise pas sauf à reproduire toujours les mêmes processus de domination. Pour construire des rencontres entre des publics qui ne se côtoient pas/plus, la formation et la remise en question du modèle pédagogique actuel et datant des années 50 sont nécessaires. Pourtant, en accord avec certains grands organisateurs qui voient la colo uniquement comme un produit, ainsi qu'avec une segmentation de l'offre pour « sauver » les colos, le ministère a fait le choix de la libéralisation en s'en appropriant les outils : communication, mise en concurrence, appels à projet, démarche qualité, etc.

Dans cette logique et malgré la communication affichée, pas de mixité, les colos ne sont plus un outil permettant aux enfants et adolescents de se rencontrer, le sens disparaît. Le rapport d'évaluation montre donc que le dispositif #GenerationCampColo ne répond donc pas aux objectifs qui lui ont permis d'être financé.

Progressivement, les acteurs du champ, présents dans le « *groupe colo* » et en désaccord avec l'orientation donnée se voient évincés des travaux. Lors de plusieurs réunions houleuses, l'administration demande aux

évaluateurs de retirer des parties entières du rapport intermédiaire, puis du rapport final : celles qui sont critiques envers le travail de l'administration et celles qui traitent des séjours organisés dans le cadre des opérations Villes-Vie-Vacances (ces séjours n'apparaissant pas dans le cahier des charges de l'évaluation et accueillent des enfants issus des quartiers en politique de la ville). Ces demandes sont faites sous la menace de ne pas payer le travail.

Refusant ces injonctions, les évaluateurs publient le rapport dans son intégralité. Le ministre et son cabinet en ont été destinataires. Nous n'avons toutefois jamais pu les rencontrer pour échanger, malgré les demandes formulées par courriers et mails.

Malgré nos travaux, nos remarques et nos préconisations, le dispositif #GenerationCampColo sera renouvelé en 2016 (sans évaluation cette fois-ci). L'appel à projet sera reconduit un peu différemment en juin 2016. La campagne de communication est aussi renouvelée (#adopteunpote). Au jour où nous écrivons, le dispositif (celui de 2015 comme celui de 2016) a disparu du site Internet du ministère. Les projets ayant reçu de l'argent n'ont jamais été publiés, aucune information portant sur un bilan de cette action n'a été rendue publique. Pourtant le ministère a renouvelé l'action pour 2017 sous le nom « [colos nouvelles générations](#) » pour un [montant de 2 492 000€](#). En 2016, le budget était de 3 360 000€. Comment ont-ils été utilisés ? Et pour quel résultat ? Nous ne le savons pas non plus, et aimerions pouvoir être informés de l'utilisation de cet argent (public, rappelons-le).

L'opacité de tout ce dispositif est poussée à son apogée puisque [les chiffres de fréquentation des colonies de vacances pour 2016](#) ne sont toujours pas publiés, alors qu'ils l'étaient déjà à cette période les années précédentes.

Bref, la campagne 100%#colo (pour 2017) s'inscrit dans la suite de tous ces événements. Elle vient et permet de dire que le ministère fait encore quelque chose pour les colos.

Si le ministère a fait le choix de détourner un travail sur la mixité vers une politique de libéralisation du marché avec l'appui de certains organisateurs, nous pouvons alors nous poser la question de ce que sont devenus les 3 millions d'euros de budget de 2016. À qui et à quoi ont-ils servis ? À payer des boites de comm' ? À créer des hashtag ? À financer des projets permettant de construire de la mixité des publics ? En l'absence d'information, des doutes s'installent et appellent un éclaircissement.

Une chose est sûre, depuis trois ans, les difficultés dans lesquelles sont engluées les colonies de vacances ne se sont pas réglées : fréquentation en baisse, projet de volontariat ou de réforme du CEE au point mort, financement de la mise aux normes des bâtiments impossible pour la plupart, modèle pédagogique dépassé, travail sur le sens et la place des colos, dans une politique jeunesse limitée à la dimension économique, inexistant... Bref, enfermés dans des schémas, des idéologies, le ministère et ses co-gérants, tuent à petit feu un pan entier de notre histoire, un champ entier permettant la socialisation et l'entrée dans la vie active de milliers de jeunes, un outil indispensable pour construire la société mixte dont nous avons besoin pour aujourd'hui et pour demain. Pour autant, le travail d'évaluation a permis la rencontre entre différents acteurs (organisateur de séjours, mouvements d'éducation populaire, individus) engagés dans les colonies de vacances et en désaccord avec cette politique uniquement commerciale. Mais à quel prix ? Les millions dépensés en communication, les millions budgétisés sur le compte du CIEC auraient permis de faire émerger de nouvelles pratiques, des pédagogies innovantes, des associations et des acteurs nouveaux. Ce que la co-gestion et l'opacité actuelles empêchent.

Nous travaillons actuellement à penser les formes de colonies pour demain. Nous ne nous contentons pas de dénoncer, nous construisons. Nos travaux sont ouverts à tous, nous nous réunissons d'ailleurs aux [rencontres de Courcelles les 28, 29 et 30 avril](#).

Fédérations d'éducation populaire, hommes et femmes politiques, associations, animateurs et directeurs, nous ne pouvons pas laisser une poignée d'administratifs ou membres de cabinet décider pour nous que les colonies de vacances continuent de n'être [qu'un marché qui sépare les publics](#). Les colos et les camps font parti d'un processus pour les enfants et les jeunes, ces départs ne sont pas et n'ont jamais été anodins dans la construction de chacun.e et indirectement de notre société. Il est temps de (re)mettre du sens, des valeurs, de la politique dans les colonies de vacances, ce qui signifie et implique d'allier des actions qui y concourent. Ne rien faire, c'est laisser les autres faire, c'est acter que tout est marchandisable, même nos enfants et cela au nom de l'intérêt commun, au nom de l'État. Qui peut vouloir cela ?

## **Signataires :**

**Jean-Marie Bataille**, Directeur des éditions Le Social en Fabrique

**Jean-Michel Bocquet**, Co-fondateur du Social en Fabrique, évaluateur de #GCC

**Mathieu Brindisi**

**Eric Carton**, évaluateur du dispositif #GCC et président du Musée de la colo

**Cyril Dheilly**, évaluateur du dispositif #GCC

**Ludovic Ferchaud**, pour l'association Les Vents qui Sèment

**Marion Gourbault et Pauline Bretaudeau**, pour le MRJC

**Mael Hanique**, Directeur-adjoint de la Maison de Courcelles, parent d'enfant qui part en colo

**Jean Houssaye**, Professeur émérite en Sciences de l'éducation à l'Université de Rouen

**Louis Létoré**, Directeur de la Maison de Courcelles

**Sylvain Stienon**, Evasoleil